

# Vers un enseignement qui «trie» encore plus?

ELOY ROMERO-MUÑOZ

*Enseignant*

**Les savoirs disciplinaires vont revenir au premier plan dans notre enseignement. C'est écrit noir sur blanc dans le cahier des charges des futurs référentiels. La question qui demeure est: dans quel but et avec quelles conséquences potentielles?**

**L**e Pacte pour un enseignement d'excellence est en gestation depuis quelques années. Il s'agit même d'un motif d'agacement, pour certain(e)s, que de ne pas voir du concret. La crainte du «tout ça pour ça» commence à poindre. La question qui se pose est simple: où en est le pacte et qu'advient-il après les élections en 2019?

Si tout le monde ou presque s'accorde sur la nécessité de réformer le système éducatif francophone, les solutions envisagées par les uns et les autres divergent, parfois radicalement. Le tronc commun élargi, par exemple, est fortement décrié «par la base», tout comme la volonté de limiter le redoublement. Ces deux mesures, pourtant centrales dans le pacte et dont la pertinence est étayée par des recherches internationales et des réussites de terrain (comme en Pologne), passent pour un nivellement par le bas visant à refinancer l'enseignement en faisant des économies plutôt qu'en y injectant de nouveaux moyens. Les interrogations sont légitimes, car beaucoup de mesures sont des projections.

La focalisation sur de grands principes d'éducation au détriment de certaines considérations disciplinaires aussi élémentaires

que fondamentales pour un spécialiste pourrait également poser problème. Le risque est en effet de faire de la pédagogie là où l'on a surtout besoin de didactique et, ce faisant, d'aliéner celles et ceux sans qui le pacte ne sera pas: les enseignants.

Il serait toutefois assez surprenant que le prochain ministre de l'Enseignement obligatoire, quelle que soit sa couleur, fasse une croix sur un processus de concertation qui a rassemblé tous les acteurs de l'enseignement. On peut donc tabler sur la survie d'un «pacte» à défaut du «Pacte».

## Retour en force des savoirs

Il est une mesure qui risque de remporter le vote populaire, et donc de demeurer même en cas de changement législatif: le retour en force des savoirs dans les référentiels. On peut percevoir l'intérêt démagogique de la mesure, qui s'apparente à un désaveu de l'approche par compétence (ci-après APC), ce paradigme pédagogique décrié depuis ses débuts.

Il est aisé de mettre les faibles performances de notre système sur le dos de l'APC, supposément opposée aux savoirs. Notons d'emblée la faiblesse de cette comparaison, car les études internationales du type Pisa n'existaient pas avant l'application de l'APC. Dont acte.

L'APC n'est pas incompatible avec les savoirs. C'est plutôt par surinterprétation du côté inductif de la démarche que cela s'est produit et, peut-être également, suite à une application transversale de l'APC sans considérations disciplinaires.

Notons d'emblée que les savoirs sont beaucoup plus palpables que les compétences, ce qui les rend sans doute plus faciles à appréhender, autant pour le citoyen lambda que pour l'enseignant. Du point de vue de l'évaluation, une étape nécessaire, les

savoirs décontextualisés présentent également l'avantage d'une logique du «vrai/faux», là où la compétence admet une nuance.

On oublie également que développer des «compétences» suppose des conditions matérielles et humaines particulières, rarement présentes dans nos écoles.

Avant de critiquer l'APC, on devrait donc se poser au moins quatre questions: Les enseignants sont-ils suffisamment formés à cette approche? Le nombre d'élèves dans les classes permet-il l'exécution d'activités nécessaires à l'acquisition de compétences? Le matériel didactique est-il disponible et adapté? Le temps nécessaire à la réalisation d'activités cognitivement complexes est-il disponible?

Si l'APC n'est pas la panacée, elle ne peut pas non plus être tenue pour responsable de son application dans de mauvaises conditions. Ce serait comme ne pas suivre les conseils de son médecin et se plaindre que le traitement ne fonctionne pas.

## Arme de relégation massive

On peut donc entrevoir dans ce retour en force des savoirs un renforcement de la logique de l'évaluation, déjà tellement ancrée dans nos mœurs pédagogiques, et qui sera grandement facilitée par les savoirs décontextualisés.

Si l'on en croit le cahier des charges des futurs référentiels, cette logique de l'atomisation des savoirs sera poussée à l'extrême. Les savoirs à assimiler seront détaillés par année, ce qui est en porte-à-faux avec la logique d'un tronc commun, LA mesure phare du pacte. Faute d'une logique longitudinale et d'une mise en avant du progrès plutôt que de l'échec, notre enseignement restera une arme de relégation massive.